



Construire des réponses collectives par le partenariat



Rapport annuel 2009



S O M M A I R E

Message de la Présidente du Conseil d'Administration	7
Message du Directeur	8
IED Afrique en bref	10
Introduction	11

1

Partenariat pour une gouvernance locale inclusive	16
Réussir la Décentralisation, diversité thématique et partenariat multidimensionnel	17
Le FAGLAF, une démarche partenariale axée sur la valorisation des TIC	20

2

Partenariat pour une agriculture durable	23
AGRIDAPE, un partenariat pour le partage des expériences	24
PROFEIS, la collaboration chercheur-paysan revisitée	27

3

Partenariat pour une co-gouvernance des ressources naturelles	30
Conventions locales, pour une gestion commune des ressources	31
FSSA, un partenariat pour l'adaption aux changements climatiques	36

Evènements et Partenariats 2009	40
Partenaires en 2009	42
Budget 2009	43
Liste des publications en 2009	44
Perspectives 2010	45
Equipe	46



Message de la Présidente du Conseil d'Administration

Chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter, au nom de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de IED Afrique, une très bonne année 2010. Nous sortons d'une année charnière qui a été l'occasion, pour beaucoup d'acteurs, de tirer les leçons des différentes crises qui ont récemment secoué le monde. Mais 2009 a également été une année de réajustement de nos visions, de nos convictions et de nos pratiques.

Des signes de reprise s'annoncent çà et là. Mais nous devons être prudents et éviter de céder à l'optimisme béat de certains acteurs globaux qui nous annoncent déjà une sortie de crise. Est-ce par conviction, ou cherchent-ils à se donner bonne conscience après nous avoir plongés dans cette période de turbulence ?

De toute façon, nous restons fidèles à notre conviction que la définition de nouvelles règles de gouvernance mondiale, seul gage d'un retour à la sérénité économique, politique et sociale, sera un processus long à construire. Une des leçons que nous avons tirées de cette année 2009 aura été le rôle important que le partenariat peut jouer pour faire face aux crises.

Nous affirmons déjà l'année dernière la grande capacité de résilience des communautés face aux différents soubresauts auxquels elles font face. L'année 2009 aura conforté ce credo pour nous avoir donné de multiples expériences qui nous montrent comment la mutualisation des ressources, des idées et des pratiques peuvent constituer des palliatifs face aux multiples défis auxquels sont confrontés les acteurs du développement.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de faire du *partenariat* le principal thème de notre rapport annuel 2009. Tout en renouvelant nos remerciements à l'ensemble des partenaires qui nous ont fait confiance, je vous souhaite bonne lecture.

Madame Katy Cissé Wone

Message du Directeur

Chers amis, chers collègues

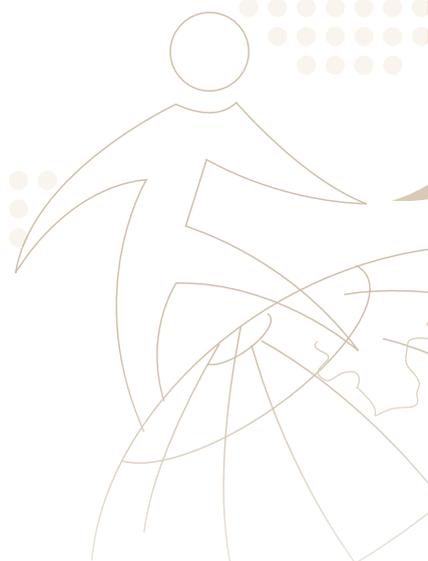
2009 aura été une année de nouvelles interrogations sur le sens et l'orientation que nous devons désormais donner à nos actions, tant les crises qui ont jalonné les deux années précédentes ont été sévères.

Nous avons espéré que ceux qui gouvernent le monde auraient tiré toutes les leçons de ces crises. Malheureusement, tel ne semble pas être le cas. Les maigres résultats de la conférence de Copenhague sur les Changements Climatiques, de décembre 2009, nous rappellent la tenacité des égoïsmes des acteurs globaux qui font fi des interpellations des scientifiques et des pays en développement sur l'urgence de revoir les modèles de développement qu'ils nous imposent et qui conduisent inexorablement notre planète vers l'impasse.

Cependant, cette conférence a été une démonstration de l'émergence de ce qu'on pourrait appeler « une nouvelle société civile mondiale », décidée à ne plus laisser certains pays du Nord et les acteurs privés globaux régenter le monde à leur guise. Des citoyens du monde entier se sont mobilisés pour donner de la voix à échelles complémentaires. Et le partenariat constitue le socle de cette force émergente dont l'objectif est de créer une masse critique capable d'impacter les décisions politiques et économiques.

Nous avons donc choisi le thème du partenariat pour le développement comme fil conducteur de notre rapport annuel 2009. Le partenariat implique une relation de confiance basée sur l'équité, la responsabilité mutuelle et l'apprentissage en commun. Il contribue à optimiser l'utilisation des ressources mobilisées par les partenaires pour l'atteinte plus efficace d'objectifs communs.

Dans le contexte actuel, caractérisé par une concentration excessive des pouvoirs sociaux, économiques et politiques à l'échelle globale, la seule chance pour les acteurs et les citoyens locaux de se faire entendre, réside dans leur capacité à mettre en commun leurs idées et ressources.





IED Afrique a toujours inscrit sa démarche dans cette optique. Notre conviction est que la condition première pour assurer une durabilité de nos actions consiste à bâtir un partenariat mutuellement bénéfique avec les communautés à la base. Ceci est d'autant plus essentiel que ces dernières sont porteuses de savoirs et de pratiques qui sont des sources d'inspiration dont la valorisation peut considérablement améliorer la performance de nos actions.

Nous sommes conscients que le partenariat est un processus d'apprentissage dans lequel chaque acteur joue un rôle essentiel pour une mise en œuvre efficace de l'action commune. IED Afrique est renforcée en permanence par l'engagement et le dynamisme d'une diversité de partenaires individuels et/ou institutionnels, locaux, nationaux et/ou régionaux. Notre relation avec chacun est toute une histoire. Ce rapport est donc aussi l'occasion de rendre hommage et de renouveler nos remerciements à ceux qui nous ont permis de réaliser les résultats que nous avons le plaisir de vous présenter.

Mes remerciements vont également à chaque membre de l'équipe d'IED Afrique qui, au quotidien, apporte sa contribution à cette passionnante aventure collective pour le développement durable.

Je vous souhaite une bonne année 2010

Mamadou Bara GUEYE



IED Afrique en bref

IED Afrique est une organisation à but non lucratif créée en 2005 en remplacement du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED Grande Bretagne) mis en place depuis 1993. Ainsi, l'organisation capitalise près de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. IED Afrique a une vocation régionale et conduit actuellement des programmes spécifiques au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal avec des interventions dans d'autres pays comme le Bénin, la Guinée, le Cameroun et la Mauritanie.

La vision d'IED Afrique est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations.

Sa mission est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives de décentralisation, de gouvernance locale et de gestion des ressources naturelles.

La stratégie adoptée pour la réalisation de cette mission s'articule autour de cinq axes principaux : la recherche-action, le réseautage, les groupes d'apprentissage pour le renforcement des capacités, l'approche régionale, la communication et la gestion des connaissances.



Introduction



La promotion du développement durable est un défi complexe et multidimensionnel. Elle ne peut être envisagée de façon sectorielle ou sur la base de compétences spécifiques cloisonnées. D'ailleurs, sur le terrain, les communautés, et parmi elles les groupes les plus vulnérables, ont une claire conscience des interrelations entre les différents problèmes auxquels elles font face. Les stratégies qu'elles élaborent ne sont pas du cas par cas, bien au contraire, elles constituent, en général, des tentatives de réponses à plusieurs contraintes.

De même, dans la conception des soutiens qu'elles apportent aux communautés, les multiples organisations de développement doivent analyser et tirer des leçons de ces pratiques locales. Ainsi, il apparaît que la mise en synergie d'idées, de compétences, de capacités et de ressources permet d'aller au-delà d'une vision segmentée du développement et de tendre vers une vision plus intégrée, plus systémique. Cela permet, en effet, une meilleure prise en charge des problématiques locales et une utilisation optimale des ressources humaines, techniques et financières mobilisées. Dans le contexte de crise mondiale et de raréfaction des ressources destinées au développement durable, cela devient une obligation.

IED Afrique place le partenariat et la collaboration multi-acteurs au cœur de sa démarche conceptuelle, méthodologique et opérationnelle. En effet, comment promouvoir la participation sans dialoguer, partager, rassembler ?

Ainsi, chaque programme conçu et mis en œuvre par IED Afrique met un accent particulier sur le partenariat, à diverses échelles, avec une diversité d'acteurs et selon des modalités spécifiques. IED Afrique a donc intégré cette démarche collaborative dans son approche globale à travers le réseautage, le partage des connaissances, les actions-pilotes.

Le réseautage pour un partenariat durable

IED Afrique a accompagné la création de plusieurs réseaux nationaux et locaux autour des thématiques telles que la décentralisation et la gouvernance locale, le genre, les conventions locales, l'agriculture durable. Elle est également membre de plusieurs réseaux internationaux sur des thématiques globales.

Tous ces réseaux, qui réunissent une grande diversité d'institutions et d'organisations, sont le lieu d'opérationnalisation et de diffusion des méthodes et outils participatifs développés par IED Afrique. Ils constituent également de formidables outils d'apprentissage collectif, d'où le vocable « groupe d'apprentissage » utilisé pour certains réseaux locaux.

Les réseaux sont également des cadres d'échanges d'expertise et d'expériences qui permettent des actions en chaînes complémentaires allant de l'influence mutuelle des pratiques à la formulation d'argumentaires pour le dialogue politique, en passant par l'expérimentation conjointe.

Enfin, les réseaux assurent la durabilité des activités au-delà des financements spécifiques des programmes. En effet, les réseaux nationaux et locaux finissent par développer une identité propre et autonome vis-à-vis d'IED Afrique. Ils réalisent des activités en toute indépendance. Certains se formalisent en associations et même en ONG. D'autres restent informelles mais actives.



Notre vision du partenariat

Nous concevons le partenariat comme un levier puissant pour atteindre un idéal commun pour lequel deux ou plusieurs acteurs mettent en partage leurs ressources humaines, matérielles, financières et intellectuelles, etc. Les personnes ou les organisations qui souhaitent entrer en partenariat ont des objectifs communs ou complémentaires dont la réalisation implique une participation et une responsabilisation équitables dans la gestion des rôles, le partage des risques et des bénéfices issus d'une telle relation.

Cela suppose donc que chaque partenaire soit en mesure de contribuer dans la mobilisation des diverses ressources nécessaires à la réalisation des actions collectivement identifiées et selon la valeur ajoutée de chacun. Par conséquent, le partenariat est, par nature, une relation de complémentarité qui permet une mutualisation des capacités et des moyens pour arriver à des résultats mutuellement bénéfiques.

Ainsi, le partenariat se fonde sur les principes d'équité, de respect mutuel, de partage de valeurs, d'objectifs communs et de responsabilité individuelle et collective. La réalité du terrain nous montre que l'effectivité de ces principes est une quête permanente. Notre pratique du partenariat nous révèle que les meilleures relations de partenariat s'appuient généralement sur des règles, ou un code de conduite, tacites ou formalisés, mais connus et acceptés par l'ensemble des parties. Il s'agit entre autres de :

- 1 - l'acceptation par tous de l'identité propre de chacun ;
- 2 - la définition claire des attentes de chaque partenaire ;
- 3 - l'acceptation par chacun que ses attentes et perceptions soient soumises à la réflexion critique commune et confrontées à ce qui est faisable ;
- 4 - la définition claire des capacités de contribution, des rôles et responsabilités de chacun ;
- 5 - la compréhension que le partenariat se construit dans la durée ;
- 6 - la nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi évaluation de l'effectivité de ces différents principes.

L'information et le partage des connaissances

L'information et la communication sont au cœur du partenariat. En effet, lorsque deux ou plusieurs organisations décident de mettre en commun leurs ressources pour la réalisation d'un objectif commun, elles ont besoin de s'appuyer sur un système d'information et de communication pour une meilleure coordination et une harmonisation de leurs

interventions. Ceci est d'autant plus important que les actions qui matérialisent ce partenariat se déroulent sur des terrains et dans des contextes institutionnels différents.

IED Afrique a toujours été consciente de ce défi. C'est pourquoi elle a mis en place une stratégie de partage de l'information où les partenaires occupent une place centrale. Il s'agit de développer des supports adaptés et accessibles aux partenaires du point de vue des contenus et des formats de diffusion.

Dans le même temps, IED Afrique ouvre ces supports aux contributions de ces mêmes partenaires qui renforcent les contenus par leurs expériences. Ainsi, pour répondre à la diversité des besoins et des contextes des différents partenaires, IED Afrique offre une large gamme de supports audiovisuels (cédéroms, films, émissions radios), de publications, de sites web, etc.

Dans ce cadre, IED Afrique accorde une place centrale à la valorisation des savoirs. Ainsi, la capitalisation et la diffusion des expériences constituent une activité essentielle de IED Afrique, avec la mise en place systématique dans les programmes d'un volet capitalisation, l'édition d'une revue méthodologique sur la capitalisation des expériences, la conduite d'une série de formations pratiques. L'organisation, à intervalles réguliers, de journées thématiques constitue également un mécanisme de partenariat basé sur le partage d'expériences autour de questions d'actualité.

La recherche-action pilote

La recherche-action constitue également une stratégie de partenariat que privilégie IED Afrique. En effet, la démarche participative et inclusive qui sous-tend nos activités de recherche-action suppose, pour chaque programme, la participation de tous les acteurs et intervenants à travers des espaces de concertation et de construction collective d'une démarche méthodologique pour réfléchir sur les réponses aux problèmes locaux.

Pour ce faire, IED Afrique opte pour l'expérimentation méthodologique en vue de développer des outils adaptés avec les communautés, en réponse à leur demande. Dans cette perspective, même si une thématique précise sert de porte d'entrée, les effets cumulatifs induits par le processus d'apprentissage mutuel entre acteurs permettent de prendre en compte d'autres aspects au fur et à mesure que le processus de recherche-action se poursuit. Ainsi, sur un site expérimental

sur la thématique du suivi évaluation participatif, IED Afrique, selon les besoins émergents, entreprendra, avec les communautés, des activités relatives au genre, au budget participatif, à la gestion des ressources naturelles, etc.

L'intégration des programmes

C'est donc une logique de complémentarité qui se traduit déjà à l'interne dans la conception même des programmes. Ainsi, tous les programmes en cours à IED Afrique s'articulent les uns par rapport aux autres avec l'ambition de donner des réponses cohérentes fidèles à la vision de l'institution.

A titre illustratif, le programme Réussir la Décentralisation (RLD) qui a démarré en 2000 constitue le point d'articulation des nouvelles initiatives qui, en général, viennent renforcer ses acquis. Le Forum d'Action pour la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF), qui couvre 7 pays francophones est un approfondissement du partage des connaissances, au niveau régional, initié dans le cadre du RLD avec des thématiques similaires et un réseau de partenaires partagés. De même, dans le domaine des conventions locales, l'appui de l'UICN Pays-Bas se fonde sur les leçons tirées de la promotion des conventions locales et des mécanismes mis en place à travers le RLD. Dans la même perspective, les programmes AGRIDAPE, PROFEIS et FSSA se fondent sur la conviction commune que les savoirs paysans doivent être valorisés pour répondre au défi de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, d'une part, pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques d'autre part. Ici également, la base partenariale est partagée et chaque spécificité



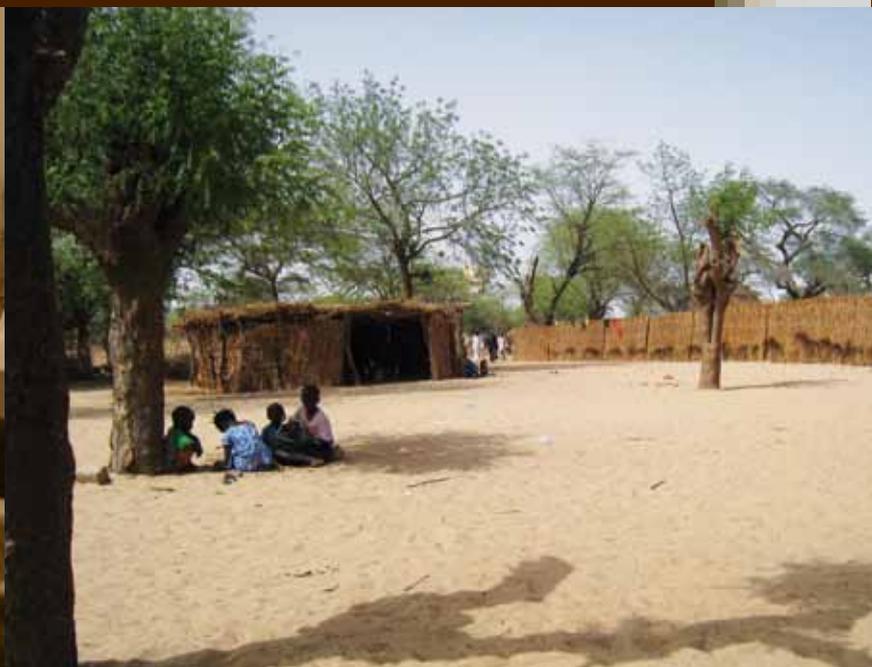


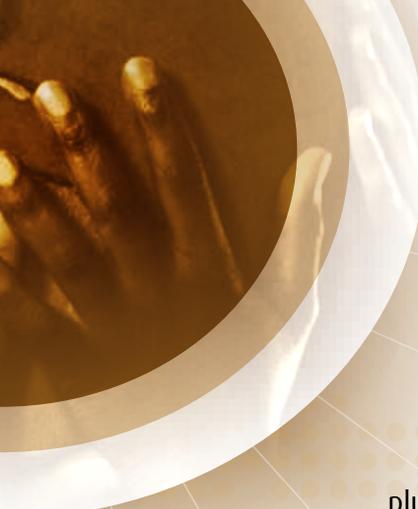
d'un programme enrichit l'autre : les outils de capitalisation des expériences développées dans le cadre d'AGRIDAPE servent à tous les programmes et ces programmes constituent des sources d'informations pratiques pour le magazine.

Le partenariat est donc une approche fondamentale pour IED Afrique qui permet d'articuler les capacités complémentaires des différents acteurs pour augmenter la pertinence des actions menées à différentes échelles et sur différentes thématiques. Ce partenariat facilite également l'apprentissage mutuel et permet de décupler les capacités pour atteindre certains acteurs et établir, avec eux, un dialogue informé et un réseau de communication élargi.



1 Partenariat pour une gouvernance locale inclusive





La gouvernance locale constitue un axe programmatique central qui met en synergie différents programmes et sous-thèmes conçus et mis en œuvre de façon collaborative. Dans ce cadre, IED Afrique a développé, depuis plusieurs années, des relations de partenariat à différentes échelles (locale, nationale, régionale et internationale), avec différents types d'acteurs (communautés à la base, ONG, partenaires au développement, gouvernements centraux et locaux, etc.). Les approches et les outils utilisés sont adaptés selon les spécificités de chaque partenaire ainsi que les modalités de collaboration.

Aujourd'hui, deux programmes majeurs catalysent les interventions de IED Afrique dans le domaine de la gouvernance locale. Il s'agit du Programme Réussir la Décentralisation (RLD ou MDW en anglais), dont la phase actuelle se termine en 2010, et du Forum d'Action pour la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF). Tous deux mettent l'accent sur le réseautage au niveau régional et sur la nécessité de construire des plateformes multi-acteurs de partage.

Réussir la Décentralisation, diversité thématique et partenariat multidimensionnel



Lancé en 2000, le programme, actuellement à sa deuxième phase, bénéficie de l'appui financier de l'Agence Suédoise pour le Développement International (ASDI). Il est le fruit d'un partenariat entre l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) en Grande Bretagne, IED Afrique et les réseaux Réussir la Décentralisation du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Ce programme, qui fédère une grande diversité d'activités et de partenariats, vise à contribuer au renforcement des processus de décentralisation au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal à travers l'appui à la mise en place d'organes de gouvernance inclusifs et participatifs et au renforcement des capacités des citoyens à contrôler l'action des élus et à amener ces derniers à rendre compte.



réussir
la
décentralisation

Les thématiques de Réussir la Décentralisation

- 1 - Suivi évaluation participatif : le SEP est un outil qui permet à la population locale de renforcer ses aptitudes et capacités à contrôler la façon dont s'opère la mise en œuvre de la décentralisation au niveau local. Le SEP rend possible et facilite le contrôle que doivent exercer les citoyens sur la manière dont leurs mandants gèrent, en pratique, les ressources et compétences qui leur sont dévolues.
- 2 - Budget Participatif : C'est une démarche participative de programmation et d'information sur la gestion des finances publiques locales. Les budgets participatifs sont élaborés en fonction des besoins exprimés par les populations, leur mise en œuvre, qui implique une forte participation des citoyens, donne lieu à des comptes-rendus publics périodiques par les élus locaux.
- 3 - Convention Locale : Ce sont des règles mises en œuvre par les populations locales et qui définissent les conditions d'accès et d'utilisation des ressources naturelles. Elles permettent de prévenir et/ou d'atténuer les conflits qui surgissent souvent à l'occasion de l'exploitation des ressources partagées par divers utilisateurs.
- 4 - Genre : Le thème du genre développe un ensemble de stratégies et d'outils visant à renforcer la participation des femmes et groupes vulnérables à l'ensemble des processus de décision au niveau local.
- 5 - Tourisme durable : Cette thématique renvoie à une réorientation des activités de tourisme au niveau local qui induirait une prise en compte des réalités locales pour que, conformément à l'esprit de la politique de décentralisation, les populations puissent s'organiser et bénéficier directement des retombées de cette activité.

La stratégie de partenariat mise en œuvre aux niveaux local, national et régional, s'appuie essentiellement sur la mise en place des groupes d'apprentissage comme mécanisme d'apprentissage et d'échange mutuels. Ces groupes réunissent une diversité d'acteurs tous intéressés par les problématiques ou thèmes communs. Ces portes d'entrée structurent les activités du groupe. Le travail mené par ces plateformes engendre d'importantes leçons pratiques dont la documentation et la diffusion intéressent un nombre de plus en plus important d'organisations travaillant sur les mêmes thématiques.

Le réseautage constitue un autre mécanisme de partenariat largement développé dans le cadre du programme Réussir la Décentralisation. En effet, la mise en place de réseaux nationaux sur des thématiques d'envergure nationale ou régionale a permis de créer des espaces flexibles et ouverts de partage d'expériences. Ces réseaux jouent un rôle important dans la collecte et la diffusion des informations et des expériences en matière de gouvernance locale, la formation, et la facilitation de relations de partenariats ciblées entre structures membres des réseaux.

Ainsi, au Sénégal, il y a un réseau national sur les conventions locales qui réunit des élus locaux et nationaux, des ONG, des projets et programmes autour de la capitalisation des approches, leur diffusion et le plaidoyer pour une meilleure reconnaissance des conventions locales. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les réseaux nationaux offrent des opportunités d'expérimentation dans les zones d'intervention des différents membres, ou dans le cadre de groupes thématiques, ou encore à travers les points focaux régionaux. En sus, les réseaux nationaux constituent également des espaces de dialogue et d'influence des politiques sur la décentralisation et la gouvernance locale à travers un partenariat entre organisations de la société civile, membres des gouvernements locaux et centraux.



Partenariat pour la promotion de la transparence budgétaire

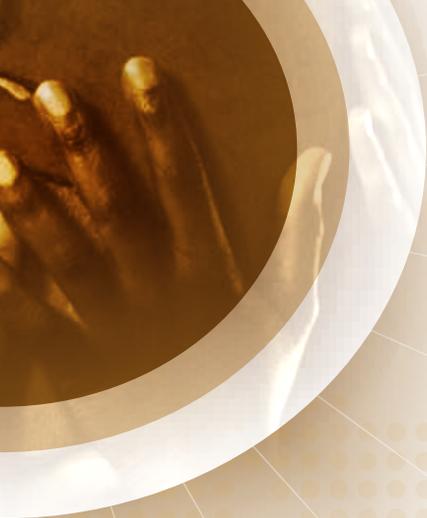
Le partenariat entre IED Afrique et les Communautés Rurales de Fissel et Ndiagianiao, au Sénégal a permis aux acteurs de ces deux collectivités locales de développer, à travers un processus d'apprentissage, une démarche spécifique et des outils pour la mise en place d'un budget participatif. L'appropriation du processus méthodologique par les acteurs a contribué à une mise à l'échelle de l'expérience à travers l'établissement de nouvelles relations de partenariat entre les deux communautés rurales et d'autres collectivités locales. Ceci s'est matérialisé, en 2009, par plusieurs visites impliquant plusieurs dizaines d'élus locaux du Sénégal et de la sous-région

A l'issue des élections locales de mars 2009, plusieurs autres collectivités locales du Sénégal ont pris contact avec IED Afrique pour un partenariat en vue de la diffusion de cette expérience sur le Budget Participatif.

Activités réalisées en 2009

Budget Participatif

- Formation d'élus locaux du Burkina Faso et du secrétaire permanent du Réseau RLD/Mali
- Organisation des visites à Fissel et Ndiagianiao par d'autres élus sénégalais, 40 élus locaux ruraux avec PRODEL/GTZ
- Formation de 24 représentants de 8 collectivités, dont 16 élus et 8 représentants de la société civile du Sénégal
- Finalisation du Plan local de développement (PLD) articulé au Budget participatif de la communauté rurale de Ndiagianiao, Sénégal
- Diffusion du film et du guide pédagogique sur le Budget participatif
- Prise de contact avec de nouvelles collectivités locales pour un partenariat autour du Budget participatif, des conventions locales et des outils juridiques.



« En définitive, cette visite des expériences sur le Budget Participatif a permis de renforcer notre conviction sur la nécessité, pour les communes rurales, de disposer de capacités en vue d'enclencher un processus de développement participatif et endogène.

L'un des acquis de ce processus est l'accord de principe du gouvernement burkinabé à accepter l'expérimentation du Budget participatif dans certaines communes au Burkina Faso. »

BOKOUM Assane
AGED
Burkina Faso

« J'ai été secrétaire permanente du RLD Mali de février 2006 à juin 2009. Durant cette période, j'ai très bien collaboré avec IED/Afrique sur différents thèmes. C'est ainsi que j'ai pu comprendre et apprécier concrètement les conditions nécessaires à une participation des citoyens à la vie de la nation : le contrôle citoyen de l'action publique, le genre, la communication, etc... Un vrai renforcement de capacités dont le RLD Mali a bénéficié et qui a été une occasion formidable de partage de nos pratiques et de nos connaissances. »

Mme Diawara Ariane Marie Sangaré
Réseau Réussir la Décentralisation
Mali



« IED Afrique a changé ma vie : de simple animatrice rurale, je suis devenue conseillère rurale exerçant mon deuxième mandat d'affilée, tout ceci a été rendu possible grâce aux multiples formations et outils que IED Afrique a, depuis plusieurs années, développés avec nous, dans la communauté rurale de Fissel, au Sénégal sur le genre, le budget participatif et sur l'environnement et la GRN »

Khady Sène
Elue locale
Communauté Rurale
de Fissel, Sénégal





Le FAGLAF, une démarche partenariale axée sur la valorisation des TIC

Lancé en 2009 grâce à un partenariat avec la Banque Mondiale, le Forum d'Action sur la Gouvernance Locale en Afrique Francophone, FAGLAF, est un réseau de praticiens de la décentralisation et la gouvernance locale. Il met en relation des élus (parlementaires et élus locaux), des chercheurs, des représentants des communautés de base, des services techniques de l'Etat, des ONG, du secteur privé et des organismes de coopération. Son objectif s'inscrit en droite ligne avec la vision de IED Afrique. Il s'agit, en effet, de promouvoir l'échange d'expériences, l'apprentissage mutuel et la dissémination des bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance locale et de la responsabilité sociale.

Le réseau couvre 7 pays de l'Afrique francophone : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le FAGLAF s'appuie sur des facilitateurs et assistants nationaux qui assurent, à l'échelle nationale, la promotion du réseau et la facilitation des activités. Dans le souci de valoriser les partenariats déjà existants au moment du lancement du FAGLAF, IED Afrique s'est également appuyé sur les réseaux Réussir la Décentralisation dont les membres constituent des ressources-clés du réseau FAGLAF.

Thèmes des vidéoconférences – 2009

Module 1 : Financement local

- Décentralisation fiscale au Sénégal
- Mobilisation des ressources financières : expériences d'une commune urbaine et d'une commune rurale du Niger

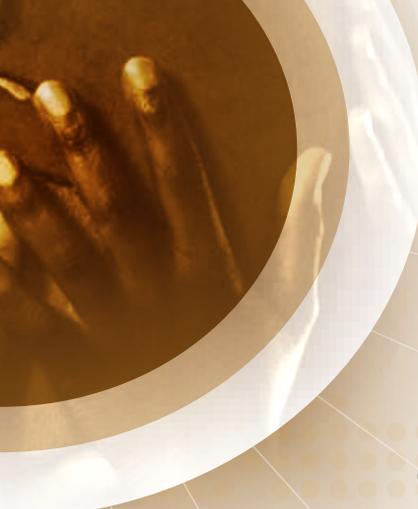
Module 2 : Contrôle citoyen de l'Action Publique et inclusion sociale

- Veille citoyenne pour une gouvernance participative au niveau local : expériences de 3 communes du département de BOURGOU au Bénin
- Budget participatif : expériences des communautés rurales de Fissel et de Ndiagianiao au Sénégal
- Le suivi-évaluation participatif : expérience de la commune de Bancoumana au Mali

Module 3 : Intercommunalité et Partenariat dans la décentralisation

- Problématique de l'Intercommunalité : état des lieux au Burkina Faso
- Le PDC, outil de développement local dans une approche d'intercommunalité : cas de la Basse Vallée de l'Ouéomé au Bénin





Avec le FAGLAF, IED Afrique inaugure une nouvelle démarche de partenariat basée sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). En effet, le FAGLAF s'appuie sur l'organisation de vidéoconférences (VC) mensuelles, la mise en place d'une librairie virtuelle, et la diffusion d'un bulletin électronique mensuel.

Ces options technologiques, particulièrement les vidéoconférences, se sont révélées très efficaces. Elles ont permis de mobiliser, pour chaque conférence, plus d'une centaine de partenaires dans plusieurs pays à un coût relativement faible. Ceci révèle tout l'intérêt de l'utilisation des TIC, en particulier dans une situation de limitation des ressources et de dispersion géographique des différents partenaires.

Les vidéoconférences organisées en 2009 ont favorisé le partage d'expériences et la dissémination de bonnes pratiques sur la décentralisation et la gouvernance locale sur des thèmes relatifs à la décentralisation fiscale, au contrôle citoyen de l'action publique locale, à l'intercommunalité et au partenariat.



Activités et résultats 2009

- Huit (8) vidéoconférences ont eu lieu, simultanément dans sept (7) pays d'Afrique francophone autour de sept (7) thématiques. Environ 100 participants ont pris part à chaque vidéoconférence
- Le site web www.faglaf.info a été mis en ligne, en 2009, pour permettre à tous les acteurs intéressés par la question de la gouvernance locale d'accéder aux informations et documents mais également de contribuer à leur partage
- 5 numéros du bulletin électronique ont été produits et envoyés régulièrement à environ six cent (600) lecteurs
- 1 plaquette de présentation du programme a été produite en 1000 exemplaires
- Le Coordonnateur du FAGLAF a participé au Sommet « Africités » tenu au Maroc en décembre 2009



« Les vidéoconférences du FAGLAF ont été des creusets d'échanges particulièrement importants pour renforcer le rôle des élus locaux et de la Société Civile au sein des jeunes démocraties qui se développent dans nos pays respectifs. Nous avons introduit quelques-uns des thèmes débattus au cours de ces échanges dans les séances de renforcement de capacité des communautés à la base et des membres de nos structures d'accompagnement pour de meilleures pratiques et/ou prestations sur le terrain. »

Dieudonné HOUINSOU,
*Secrétaire exécutif, Social Watch Bénin,
Cotonou- Bénin*



« Les vidéoconférences ont le mérite de mettre les acteurs de différents pays autour d'une même table « virtuelle » pour discuter d'une thématique précise en lien avec la décentralisation et la gouvernance locale. Cela permet déjà d'avoir des grilles de lectures variées et renforce l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de décentralisation »

Nathalie Nikiema
*Chargée de Programme décentralisation au bureau
de la coopération Suisse
Burkina Faso*



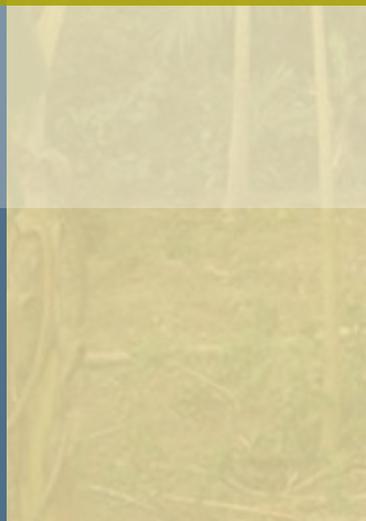
« Le FAGLAF apporte des changements de comportement dans la pratique de la décentralisation en induisant de nouvelles approches pratiques par-ci par-là qui favorisent une amélioration des stratégies dans la mise en œuvre des projets de la collectivité, de la mobilisation des ressources. Le FAGLAF facilite la recherche de collectivités partenaires dans le cadre de la création de la coopération sud-sud. »

Mamadou Dramé,
*Maire de la commune de Kindia
Guinée*





2 Partenariat pour une agriculture durable



Promouvoir une agriculture alternative qui valorise les producteurs comme réponse aux crises alimentaire, sociale et environnementale est l'option de IED Afrique. Ainsi, à travers ses programmes AGRIDAPE et PROFEIS, elle renforce la capitalisation et la diffusion des expériences pratiques des petits producteurs. IED Afrique appuie également l'innovation paysanne à travers l'expérimentation conjointe et le réseautage. C'est dire que le partenariat est au cœur de cette thématique qui repose sur les relations entre acteurs du développement agricole.

AGRIDAPE

AGRIDAPE, un partenariat pour le partage des expériences

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) a débuté en 2003 à travers un partenariat entre ILEIA aux Pays-Bas et IED Afrique. L'objectif de ce programme est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il se fonde, sur beaucoup d'aspects, sur la collaboration et le partenariat. En effet, le programme est mené dans le cadre d'un vaste réseau international dénommé AgriCultureS composé de sept éditions régionales (Amérique latine, Brésil, Inde, Indonésie, Chine, Afrique de l'Est, Afrique francophone). L'ensemble du réseau collabore à une large diffusion de l'information sur l'agriculture durable à travers la publication de magazines en plusieurs langues.

La stratégie du programme et les axes de travail sont définis de manière participative et collaborative. Cette collaboration à l'échelle mondiale est riche d'expériences, de partage de connaissances et d'apprentissage. A cet effet, des rencontres entre éditions sont organisées plusieurs fois dans l'année pour échanger sur les activités, ainsi que sur les stratégies pour leur consolidation.

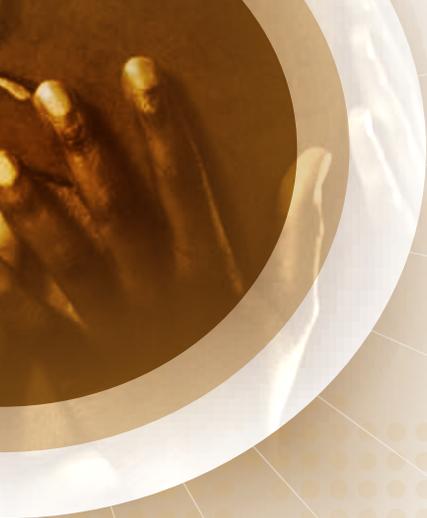
Il faut rappeler que AgriCultureS, plus qu'un réseau d'édition, est avant tout un mouvement regroupant des institutions qui partagent une même vision et un certain nombre de valeurs pour la promotion de l'agriculture familiale durable.

Un magazine collaboratif

Le magazine AGRIDAPE est le support principal de cette collaboration. Il est tiré à 3000 exemplaires et diffusé dans 55 pays. Sa production bénéficie de l'apport de plusieurs structures partenaires au-delà de l'édition internationale et des éditions régionales. En effet, la ligne directrice du magazine est de partager des expériences pratiques tirées du terrain. Ainsi, différentes organisations contribuent par le partage de leurs expériences : des organisations paysannes, des ONG, des instituts de recherches, etc.

Le programme AGRIDAPE leur apporte un appui constant dans la conception, la rédaction et la mise en forme de leurs contributions. C'est, d'ailleurs, à partir des besoins exprimés par les partenaires et lecteurs du magazine qu'un projet de renforcement de capacités en capitalisation des expériences a été mis en place. L'objectif est de constituer une masse critique de personnes ressources capables d'accompagner les organisations et personnes dans la capitalisation de leurs expériences.

Ainsi, IED Afrique a lancé une série intitulée « du terrain au partage » qui vise à mettre à la disposition des partenaires, des documents méthodologiques pour la description et l'analyse de leurs expériences afin d'en tirer des leçons à partager. Une série d'ateliers de capitalisation a été organisée pour renforcer les capacités des organisations dans la capitalisation et le partage des connaissances.



Des réseaux nationaux de renforcement des capacités

La mise en place de réseaux nationaux, qui vient compléter ce dispositif, traduit la volonté de IED Afrique de contribuer à l'institutionnalisation d'une dynamique de partenariat autour du partage des idées et des pratiques d'agriculture durable dans les différents pays où le magazine enregistre le plus d'abonnés.

L'objectif de ces réseaux est de valoriser le savoir des populations rurales à travers la diffusion d'articles dans le magazine AGRIDAPE, d'organiser des formations sur des thèmes spécifiques pour renforcer la capacité des membres et des populations qu'ils encadrent, et de participer aux manifestations scientifiques et culturelles contribuant au développement de l'agriculture durable

Ainsi, au Cameroun, au Mali, au Niger et au Sénégal, des réseaux nationaux dans lesquels producteurs, agents de développement et chercheurs mènent des activités conjointes de renforcement de capacités, d'échanges sur des problématiques locales et de partage de leur savoir-faire sont mis en place.



Activités et résultats 2009

- La production de 4 numéros du magazine sur : les changements climatiques (No 24.4), la diversité des systèmes agricoles (No 25 .1), l'entrepreneuriat rural (No 25.2), genre et souveraineté alimentaire (No 25.3)
- L'organisation de 2 ateliers de formation de formateurs sur la capitalisation au Cameroun du 16 au 20 novembre 2009 et au Mali du 7 au 11 décembre 2009
- L'élaboration d'un guide sur la facilitation des ateliers de capitalisation
- L'appui au lancement de 2 nouveaux réseaux AGRIDAPE au Cameroun et au Sénégal
- L'organisation d'une journée d'information sur les systèmes semenciers au Cameroun
- La conduite d'une étude d'impact d'AGRIDAPE à travers la méthodologie de la cartographie des incidences

« Quand je lisais le magazine, je me disais que les informations diverses et utiles qu'on y trouvait gagneraient à être partagées. Je suis finalement passé à l'acte en ouvrant un point de lecture, à succès, à Yaoundé, et ensuite en participant à la mise sur pied du réseau « AGRIDAPE » du Cameroun. Notre réseau « se nourrit » aussi de l'expertise du programme dans la capitalisation pour le bonheur de tous ses membres et le progrès de leurs activités. »

Gilbert NDZOMO ABANDA
*Agro-économiste
Cameroun*



« Abonné depuis plus de 5 ans, j'ai eu la chance d'avoir toutes les publications dont la lecture me fait dire ceci : AGRIDAPE est un magazine d'information et de formation réellement adapté à notre agriculture familiale africaine. Ce magazine parle de nos préoccupations quotidiennes et de nos innovations. Aujourd'hui, meublée d'images en couleurs, cette revue a connu une nette évolution dans la qualité rédactionnelle et le choix judicieux des thématiques abordées.

Félicitations à toute l'équipe»

Patrice Awounou,
*Ferme FONDEOU
Bénin*



« Depuis le début, je contribue à AGRIDAPE, en coordonnant la traduction et en relecture. C'est un formidable outil de capitalisation de tous les efforts déployés, partout dans le monde et au quotidien, par des hommes et des femmes aux idées généreuses, décidés à relever les défis les plus fous pour un devenir meilleur. Merci à mon équipe : nous autres traducteurs, sommes des passeurs de messages : ceux qu'a véhiculés AGRIDAPE resteront pour nous un enseignement de valeur.

Chapeau bas à l'Equipe IED Afrique ! »

Bougouma Mbaye Fall
*Traductrice et relectrice d'AGRIDAPE
Sénégal*





PROFEIS, la collaboration chercheur-paysan revisitée



Le Programme Promotion de l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS) a été lancé en 2007. Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire, en particulier pour les paysans pauvres en ressources, par la promotion des innovations paysannes. Ainsi, il vise à faciliter l'accès à des innovations simples, reproductibles, durables qui valorisent les ressources naturelles locales et qui améliorent la performance des systèmes agroalimentaires locaux. Mis en œuvre au Mali et au Sénégal par des organisations nationales partenaires, ce programme s'appuie sur une démarche partenariale multi-acteurs.

Mettre en relation les paysans innovateurs, les chercheurs, les agents de conseil agricole et les ONG dans un processus d'apprentissage mutuel est l'ambition de ce programme. Le dispositif institutionnel adopté dans les deux pays permet ainsi de réunir ces acteurs-clés autour des activités qui structurent le programme : identification et caractérisation de l'innovation paysanne, expérimentation conjointe, suivi-évaluation participatif, mise en réseau des innovateurs, dialogue sur les politiques agricoles, etc.

Une démarche multilacteurs

L'originalité de cette démarche partenariale réside dans le fait que le paysan innovateur est le principal catalyseur du processus. Ainsi, l'apport des acteurs externes (chercheurs, conseillers agricoles, agents des ONG, etc.) se fait à la demande de l'innovateur à un moment et sur des aspects du processus d'innovation qu'il choisit. Une telle relation est mutuellement bénéfique à l'ensemble des acteurs. Ainsi, le paysan innovateur n'est plus dans la situation de consommateur passif d'une technologie transférée. Dans le même temps, le chercheur, grâce à son apport, contribue à la production d'une innovation qui répond à un besoin pratique tout en touchant parfois à des problématiques majeures telles que la fertilisation des sols, la lutte contre les ravageurs, contre la salinisation des terres, etc.

Un autre type de partenariat lie les paysans innovateurs entre eux et avec leurs communautés d'origine. En effet, les réseaux de paysans innovateurs se sont révélés être de puissants mécanismes de partage et de mise à l'échelle des innovations à l'échelle communautaire. Ils ont également contribué à créer de nouveaux espaces de concertation prenant en compte des questions autres que celles relatives à l'innovation paysanne.

Au plan de la gestion du programme, les plateformes nationales (comités nationaux de pilotage) mises en place pour coordonner le programme ont offert des espaces de concertation aux structures techniques qui participent au programme. C'est également à travers ces plateformes que les différents partenaires réfléchissent et élaborent les différents supports méthodologiques nécessaires à l'accompagnement des processus d'innovation. Elles offrent ainsi des opportunités d'apprentissage à tous les acteurs.



« PROFEIS est un programme qui ne met pas l'argent au devant de la scène pour travailler avec les paysans. Il valorise le paysan en le mettant en confiance pour discuter, défendre ses idées et essayer de nouvelles choses. Avec le PROFEIS, il n'y a pas de hiérarchie entre paysans et encadrement (conseil agricole et recherche). C'est grâce au PROFEIS que plusieurs personnes et organisations qui s'intéressent à notre innovation ont connu notre village et nous rendent visite pour développer des axes de collaboration. »

Sangue DIOP et Matar FAYE
*Paysans innovateurs habitant
Keur Ndiogou Ndiaye,
Sénégal*



« Le PROFEIS est un cadre d'apprentissage mutuel. Avant d'intégrer l'équipe d'expérimentation conjointe, il m'était difficile de concevoir, en tant que chercheur, d'apprendre de la part des paysans. Mais je me suis rendu compte qu'ils ont une bonne logique de recherche empirique. Cette collaboration innovante est au bénéfice de la recherche agricole qui devient plus efficace et adaptée. »

Dr Ibrahima DIEDHIU
*Université de Thiès
Sénégal*



« Le PROFEIS a permis à ADAF/Gallè de valoriser le savoir et le savoir-faire des paysans, de créer un cadre d'apprentissage où les agents de vulgarisation, les ONG, les chercheurs, ensemble, ont eu à évaluer, à apprécier et, pour une fois, à donner crédit aux paysans. C'est avec le partenariat IED Afrique et PROFEIS que les paysans eux-mêmes ont eu à apprécier la valeur de leurs activités de tous les jours et que nous avons eu à capter la complémentarité de chaque acteur ou partenaire de façon efficace et efficiente. »

Assetou Kanouté
*ADAF Gallé
Mali*

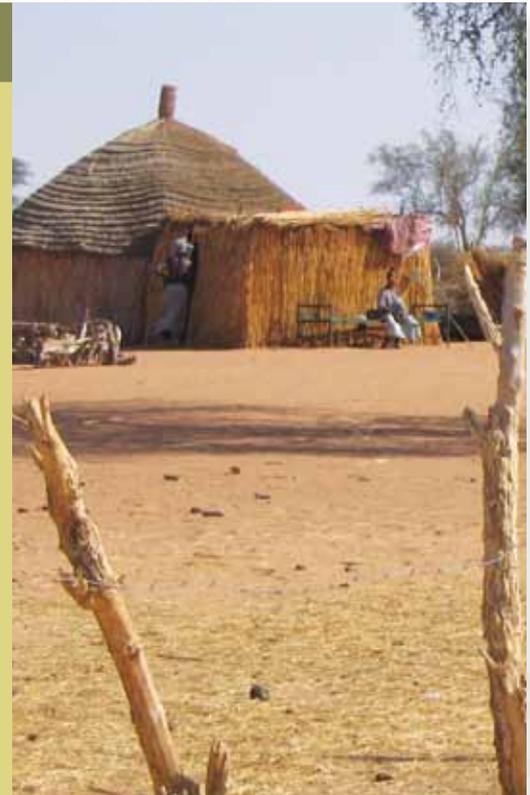


Activités réalisées au Mali

- Organisation d'un atelier de restitution des résultats réalisés en 2008
- Organisation d'un atelier d'information et de partage avec les partenaires
- Organisation d'une formation des paysans expérimentateurs de Sarro et Saye
- Suivi des expérimentations sur le Striga à Saye et à Sarro
- Evaluation des quatre (04) expérimentations conjointes et restitution de certains acquis du projet
- Organisation de 5 réunions de coordination des activités
- Participation à l'atelier d'auto-évaluation de la revue AGRIDAPE
- Participation à l'atelier de formation sur la capitalisation des expériences organisé par AGRIDAPE
- Participation à une rencontre d'exposition
- Diffusion des résultats à travers les sites web de l'AOPP et de l'IER
- Production de douze posters sur les innovations et distribution au niveau des partenaires

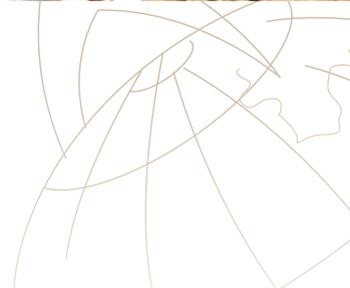
Activités réalisées au Sénégal

- Organisation de 3 réunions de coordination
- Organisation de deux sessions de formation au profit des paysans non innovateurs.
- Caractérisation de 5 nouvelles innovations
- Démarrage de deux nouvelles expérimentations conjointes
- 20 producteurs et 26 productrices ont été formés par 3 innovateurs
- Organisation d'une visite d'échange à Mbalasone dans le département de Mbour (Thiès)
- Publication de 6 articles
- Réalisation d'un poster en 18 exemplaires distribués à tous les partenaires
- Production de 100 dépliants de présentation du programme, 100 posters d'un innovateur au Sénégal et 100 posters d'un innovateur au Mali et distribution des posters
- Participation à la foire des produits biologiques
- Mise en place et animation de trois (03) réseaux nationaux
- Organisation de 04 sessions de formation pour le Comité National de pilotage (un sur le développement participatif de l'innovation, un sur la méthode d'expérimentation conjointe, deux sur la technique de capitalisation)
- Organisation de deux évaluations sur les réalisations du programme (premier semestre et deuxième semestre)



3

Partenariat pour une co-gouvernance des ressources naturelles



L'appui à la mise en place de bonnes pratiques de gouvernance des ressources naturelles a toujours constitué un axe d'intervention central de IED Afrique. Dans un contexte de raréfaction et de pression sur les ressources, le volet gouvernance des ressources naturelles de IED Afrique s'appuie également sur le partenariat pour la valorisation des initiatives locales de gestion durable des ressources et de réponses aux défis du changement climatique.

Conventions locales, pour une gestion commune des ressources

Les conventions locales sont des outils de co-gouvernance des ressources naturelles qui garantissent, à la fois, un accès équitable aux ressources et leur préservation. La démarche de mise en place des conventions locales s'appuie sur une logique de concertation et de dialogue pour la planification de la gestion des ressources communes.

IED Afrique a démarré la promotion des conventions locales avec le Programme Réussir la Décentralisation depuis l'an 2000, renforcé, depuis, par divers partenariats. En 2009, avec l'appui d'UICN Pays-Bas, dans le cadre de «Ecosystems Grant Program (EGP)», il s'agit de consolider les acquis dans le domaine des conventions locales et de renforcer leur diffusion au Sénégal.

Décentralisation et Conventions Locales

Plusieurs initiatives autour de la promotion des conventions locales ont été initiées au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal dans le cadre du programme Réussir la Décentralisation. Elles portent sur :

- l'appui à certaines communautés pour la mise en place de nouvelles conventions locales et à l'organisation de visites d'expériences,
- le développement d'outils d'évaluation de l'impact des conventions locales, et la documentation des expériences réussies à travers les publications et les

films documentaires,

- le partage des connaissances et la mise en réseau notamment avec le Réseau National sur les Conventions Locales (RNCL) au Sénégal, et les réseaux nationaux du programme Réussir la Décentralisation au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Les acquis de ce programme ont inspiré plusieurs partenariats. Ainsi au Sénégal, IED Afrique a accompagné l'élaboration de nouvelles conventions locales dans 6 communautés rurales appuyées par l'ONG Vision Mondiale dans la zone d'intervention du projet d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et des Revenus des ménages à travers la gestion de la régénération naturelle assistée par les agriculteurs à Kaffrine, Sénégal.

« *Legal Tools for Citizen Empowerment* » est un projet de renforcement des capacités des communautés locales en matière de gestion des ressources naturelles. Son objectif principal est d'outiller ces populations pour leur permettre de prendre en main le contrôle des ressources du terroir dont dépend leur survie. Il s'inscrit ainsi dans la même dynamique que le programme « *Réussir La Décentralisation* » dont il est souvent considéré comme une composante.

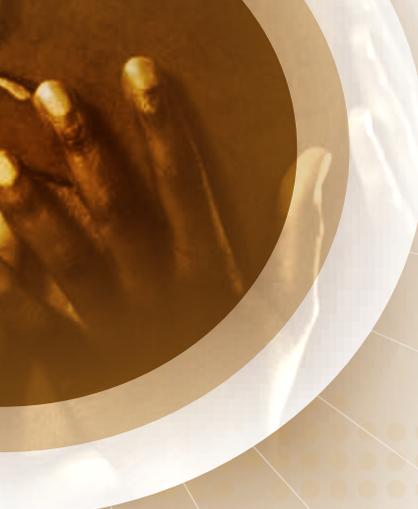
Sa mise en œuvre s'est particulièrement intéressée à l'examen des impacts des investissements étrangers sur le tourisme local et particulièrement sur les ressources naturelles comme le foncier. Ce travail a abouti en 2008 à la production d'un manuel sur « les instruments juridiques pour la sécurisation des droits fonciers des populations à la base ». Il s'agit de simplifier les instruments et outils juridiques à l'attention des populations locales pour leur permettre de bien se défendre et de protéger légalement les ressources naturelles locales. Ainsi, une session de formation de para-juristes a été organisée, du 21 au 25 février 2009, au centre Mampuya à Toubab Dialaw. Cette formation a permis à 18 animateurs ressortissant de quatre collectivités locales d'être initiés à la connaissance d'instruments juridiques utiles à la mise en œuvre de la décentralisation, mais aussi à la

gestion des ressources naturelles locales. Au niveau des communautés rurales de Yène, Diass, Sindia et de la commune de Popenguine, des initiatives de conventions locales se poursuivent avec l'appui des 18 parajuristes formés dans le cadre de la diffusion des instruments juridiques pour la sécurisation foncière.

Activités 2009

- Renforcement de la dynamique organisationnelle à travers la mise en place et la formation des Cellules d'Animation et de Concertation (CAC) de Lissar en gestion des organisations locales de base
- Formation des femmes de 22 villages de Fissel aux techniques de construction des foyers améliorés, ce qui a permis à plus de 350 foyers de disposer de cet outil d'économie en bois de chauffe.
- Mise en place d'une dynamique de concertation entre les éleveurs et agriculteurs de la zone de Médine pour réduire les conflits liés au foncier en début d'hivernage
- Séries de concertation sur le devenir de la forêt de Mbédap après plus de 20 ans de mise en défens
- Appui à l'élaboration de plusieurs conventions locales dans 6 collectivités locales des régions de Kaolack, Kaffrine et Diourbel dans le cadre d'un partenariat stratégique avec World Vision
- Accord pour l'extension de ce partenariat dans 4 nouvelles collectivités locales en 2010
- Tenue d'un atelier d'information des sénateurs sur les conventions locales
- Organisation d'une journée thématique sur les liens entre conventions locales, changements climatiques et développement local
- Co-publication d'un numéro de la série sur les conventions locales au Sénégal
- Poursuite du partenariat avec le Réseau Décentralisation du Niger avec l'édition des 5 études de cas sur les conventions locales au Niger.
- Appui à ACCES et à GAIA pour l'organisation d'un atelier sur le tourisme durable à Yène
- Formation de 18 para-juristes dans les collectivités locales de Yène, Sindia, Popenguine et Diass





Le Réseau GRN Décentralisation Niger reconnaît en IED Afrique un partenaire ayant contribué de manière remarquable au processus de décentralisation au Sahel. Il a développé des outils adaptés au contexte sahélien, a contribué directement au renforcement des capacités des membres de notre structure. De manière indirecte, elle a participé à la formation des acteurs nigériens. Grâce à IED Afrique et la disponibilité de son personnel, la gestion durable et inclusive des ressources naturelles connaîtra des lendemains meilleurs.

Ingay Issoufou
*Secrétaire Permanent
du Réseau GRN/D
Niger*

« Aujourd'hui, grâce à l'élaboration de ces conventions, la mise en œuvre du projet est facilitée : les populations se sont senties plus responsabilisées et un contrôle mutuel pour le respect des engagements pris est en train de s'effectuer, petit à petit, grâce à l'appui de IED Afrique. Nous comptons renforcer ce partenariat en 2010 »

Charles Bakhom
*World Vision, Kafrine
Sénégal*

« Avec IED Afrique, c'est un partenariat bénéfique qui a facilité et renforcé notre engagement dans le tourisme durable et les conventions locales avec des outils accessibles, des formations adaptées. Nous avons aujourd'hui des para juristes et des groupes d'apprentissages qui conduisent sur le terrain des activités d'une grande pertinence pour l'autopromotion des populations à la base dans les domaines de la décentralisation et de la gestion durable des ressources locales. »

Samba Ba
ACCESS, Sénégal

Conventions locales pour la conservation de la biodiversité au Sénégal (EGP)

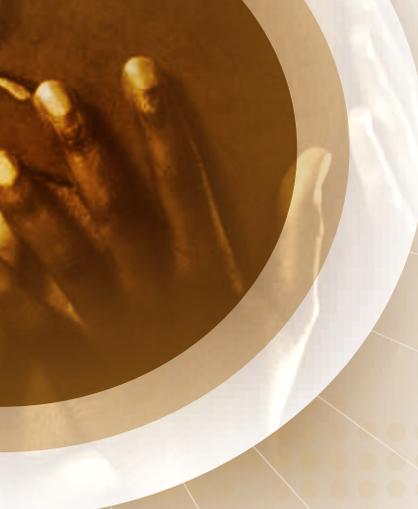
IED Afrique a bénéficié, en 2009, de l'appui d'UICN Pays-Bas, dans le cadre du Ecosystems Grant Program, pour la consolidation de ses acquis dans le domaine des conventions locales et leur diffusion à plus grande échelle. Le projet a pour objectifs (1) d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques en matière de conventions locales, (2) appuyer les initiatives locales pour une meilleure gestion des ressources naturelles et (3) de mettre en place des mécanismes visant à influencer les politiques de gestion des ressources naturelles à travers une meilleure prise en compte des pratiques locales. Les activités sont menées dans 3 régions du Sénégal à savoir Kaolack, Fatick, Thiès.

L'adoption d'une démarche de partenariat est le fondement de la mise en œuvre du projet, étant donné le nombre et la diversité des acteurs concernés. En effet, les groupes d'apprentissage mis en place au niveau local regroupent différents groupes sociaux, membres des communautés locales (selon l'activité, le sexe, et le type d'utilisation des ressources naturelles), les élus locaux, les membres des structures techniques d'appui. Ces différents groupes participent à l'identification et à l'analyse des expériences réussies à travers un processus participatif, à la définition des règles devant régir les nouvelles conventions à élaborer, à la planification, la mise en œuvre et au suivi de ces conventions locales, à la diffusion et au partage des expériences réussies et à la démarche méthodologique déroulée ; la mise en œuvre des actions de plaidoyer auprès des autorités locales pour une validation des conventions locales.

Des visites d'expériences qui ont été organisées pour les populations, les élus locaux et les médias. Elles ont été des moments forts de partage d'expériences. Elles ont aussi permis aux visiteurs, en particulier les représentants des communautés et les élus locaux, d'apprendre de leurs pairs et de tirer des leçons en vue de la réplication des expériences visitées.

Activités 2009

- Identification des sites et des groupes d'acteurs pour la mise en place de conventions locales dans huit communautés rurales
- Mise en place de quatre groupes d'apprentissage dans la région de Fatick, Thiès et Kaolack
- Organisation de quatre visites d'échange pour les populations de cinq communautés rurales (Ouadiour, Fissel, Ndiagianiao, Diass, Lissar)
- Capitalisation des expériences des conventions locales de Mbédap et de Mbadakhoun
- Formation de trois communautés rurales au diagnostic participatif
- Diagnostic participatif dans trois communautés rurales
- Visite d'échange des élus de cinq collectivités locales et des médias au niveau de l'expérience de Sambandé
- Co-organisation d'une journée thématique sur les changements climatiques, les conventions locales et le développement local
- Co-publication de la revue sur les conventions locales « Mbédap, une expérience à l'épreuve du temps »



« Les visites d'échange organisées sur notre site par le projet EGP nous permettent de partager nos réflexions, notre démarche, de montrer nos réalisations à d'autres mais aussi d'être des références dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Notre expérience va sûrement être reproduite par des organismes et des organisations communautaires dans de nombreuses collectivités locales. »

Cheikh Dieng
Président de la commission
environnement de la CR de Mbadakhoune
Sénégal



« Notre survie et nos conditions de vie dépendent des ressources forestières et de la terre. Nous ne voulons plus attendre les autorités administratives pour gérer nos ressources et l'intervention du projet dans notre communauté rurale nous ouvre un cadre propice pour restaurer nos ressources et promouvoir une gestion concertée avec la participation de tous les groupes d'acteurs (jeunes, femmes, agriculteurs, éleveurs, autorités, etc.). »

Moussa Ndiaye
Président du Groupe
d'apprentissage
de Tène Toubab
Sénégal



« Aujourd'hui, la mise en place de la convention locale dans notre village nous a redonné espoir par rapport à la réduction de la pression sur les ressources naturelles. Par ailleurs, le projet favorise la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles réduisant ainsi notre exclusion dans les sphères de prise de décision. En outre, nous bénéficions de renforcement de capacités pour un changement de comportement et cela nous aide beaucoup dans notre vie quotidienne. En conclusion, notre leadership est d'avantage accepté au niveau local. »

Ndèye DIOUF
Elue locale, Conseil Rural de Diass
Sénégal





FSSA, un partenariat pour l'adaptation aux Changements Climatiques

Le FSSA a été lancé en 2009 grâce à un appui du Programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), une initiative conjointe du CRDI et du DFID. Il a pour objectif général de réduire sensiblement la vulnérabilité des communautés à la base, et particulièrement les petits producteurs, en renforçant leur leadership ainsi que leurs capacités techniques et organisationnelles dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. Ce programme couvre le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal.

L'accent est mis sur l'identification et l'accompagnement des initiatives novatrices d'adaptation à travers l'octroi de ressources financières, de conseils et d'appuis méthodologiques aux porteurs de projets. Le programme vise également à tester un mécanisme de capitalisation, de valorisation et de partage des démarches, des informations et des connaissances générées.

Ce programme met les organisations paysannes au cœur du dispositif de prise de décisions. En effet, la coordination des activités est assurée dans chaque pays par une plateforme paysanne qui coordonne l'ensemble des activités d'identification, d'évaluation et de sélection des projets de même que leur suivi et évaluation. Chaque plateforme a mis en place un Comité National de Pilotage (CNP) composé de personnes ressources dont la diversité renforce la coordination des activités. Enfin, l'accompagnement de IED Afrique consiste à appuyer les plateformes paysannes et les porteurs de projet dans l'élaboration d'outils méthodologiques et techniques nécessaires à la conduite efficiente de leur mission. Cet appui porte autant sur les problématiques liées aux changements climatiques que sur les outils de gestion de projets.

Il faut rappeler que le pari de ce programme est de montrer que les organisations paysannes peuvent effectivement assurer le leadership aussi bien dans l'évaluation et la sélection des initiatives en matière d'adaptation que dans la coordination de l'allocation et du suivi de l'utilisation des ressources destinées à appuyer ces initiatives et d'en rendre compte. A ce titre, la dimension gouvernance du FSSA prend autant, sinon plus d'importance que la dimension technique et son fondement reste le travail collaboratif.

Actuellement les 11 initiatives d'adaptation sélectionnées (5 au Burkina Faso, 3 au Sénégal et 3 au Mali) sont en cours de mise en œuvre. Il a été décidé de mettre l'accent durant cette phase-pilote sur les initiatives d'adaptation à caractère agricole (y compris l'élevage).



Les projets soutenus par le FSSA

Pays : Burkina Faso

Union DAWLA de Barkounba	Amélioration en quantité et en qualité de l'alimentation du bétail en saison sèche
Union Départementale des Professionnels Agricoles de Ziou, province de Nahouri	Appui au renforcement des activités d'adaptation relatives à la productivité agricole du maïs, d'améliorer la gestion des ressources naturelles et la fertilité des sols par les techniques CES/DRS et l'agroforesterie du département de Ziou,
Coopérative de production laitière de Koro	Amélioration de l'alimentation des vaches laitières en saison sèche par la culture fourragère, le fauchage de l'herbe et la pratique de l'ensilage
Groupe des Producteurs de Semences PAAS PAONGO de Tanlili	Valorisation des semences locales à cycle court dans le département de Zitenga
Groupe DEWRAL de la commune de Djibo, province du Soum	Récupération des terres dégradées pour l'augmentation des rendements agricoles

Mali

Coopérative multifonctionnelle Jeka Baara, Sibiribougou commune IV du district de Bamako	Sensibilisation sur les changements climatiques et vulgarisation du foyer Nyeta et du panier autocuiseur dans les grands centres de production et de consommation de charbon de bois
RECODEPA (Réseau Communal de Développement Participatif), Mounzoun, arrondissement de Baguineda, cercle de Kati	Valorisation des terres collinaires à travers la pratique des trous de semis sous forme de zaï
Coopérative agricole multifonctionnelle de Timissa « Sininyesigiton »	Mobilisation des exploitations agricoles familiales et renforcement de leurs capacités pour une meilleure réponse aux problématiques des changements climatiques par la promotion de l'utilisation de variétés semencières hâtives adaptées à la zone

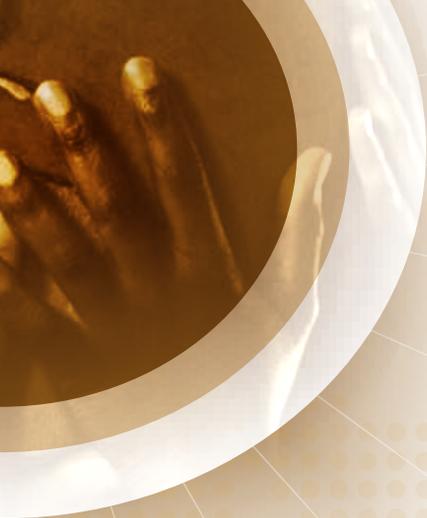
Sénégal

CMC (Centre Multimédia Communautaire) de Koungheul	Information et sensibilisation sur les changements et variabilités climatiques en facilitant l'accès aux informations météorologiques et partage des stratégies d'adaptation dans le département de Koungheul
Association les « Jambaar de Nguèye Nguèye », communauté rurale de Ngoye, département de Bambèye	Appui à l'initiative de restauration des terres dégradées du village de Nguèye Nguèye par la régénération naturelle assistée, et à la promotion des technologies d'économie d'énergie comme les foyers améliorés
CLCOP (Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs) de la communauté rurale de Dya, arrondissement de Sibassor, région de Kaolack	Appui à l'aviculture par l'amélioration de la race avicole locale par l'introduction de coqs de race pour financer des activités de reboisement, de production de semences de variétés hâtives et de régénération des sols

Activités 2009

- La tenue de l'atelier de lancement : l'atelier a regroupé une quinzaine de participants composés de représentants des plateformes nationales, des comités de pilotage, de IED Afrique et du CRDI/ACCA
- Elaboration de différents guides méthodologiques et de gestion financière nécessaire pour la sélection, la gestion, le suivi et l'évaluation des produits : grille d'évaluation et de sélection des projets, guide de procédures de gestion des fonds, canevas de rapportage (technique et financier), fiches de situation de référence de chaque projet, fiche synoptique de chaque projet, fiche de capitalisation permettant aux comités de pilotage de rendre compte de l'évolution de la mise en œuvre des projets)
- Production et diffusion du premier numéro du bulletin d'information du FSSA
- 4 missions de suivi des activités des plateformes et de la mise en œuvre des projets sélectionnés dans les trois pays
- Mise en ligne sur le site web de IED Afrique, de documents et outils produits dans le cadre du FSSA (document d'appel à proposition, supports méthodologiques, rapports des ateliers, rapports de missions, bulletins d'information du FSSA etc.)
- Organisation d'ateliers nationaux de lancement du FSSA dans les trois pays concernés
- 11 projets d'adaptation sélectionnés (sur un total de 137 dossiers de projets reçus)
- Organisation de trois (3) ateliers (un par plateforme) méthodologiques d'élaboration des outils de suivi-évaluation participatifs avec les porteurs de projets : des recommandations sont formulées pour mieux réorienter les projets
- Formation en cartographie des incidences : les membres du personnel de IED Afrique et du programme ACCA/CRDI ont participé à cet atelier de formation assuré par la FRAO



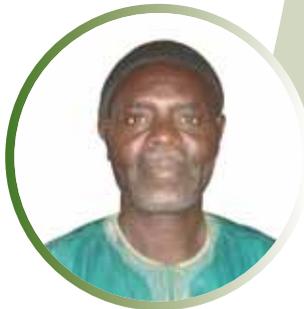


« Le FSSA renforce nos initiatives d'adaptation en cours, valorisant ainsi les expériences et connaissances des organisations rurales de base. Il a beaucoup contribué au développement de nos capacités de leadership dans le domaine de l'adaptation en tant qu'organisation représentative des communautés de base vulnérables aux changements climatiques. »

Madame Rokiatou CISSE,
Présidente de la coopérative multifonctionnelle Jeeka Baara du Mali,

« La FONGS se félicite de pouvoir, grâce au FSSA, renforcer son partenariat avec IED Afrique. La responsabilisation, toujours revendiquée par les organisations paysannes, a été mise en chantier à travers ce programme, quand on voit les rôles et responsabilités que chaque acteur assume dans la mise en œuvre du FSSA. »

Ibrahima Paul THIAO
Coordonateur régional FONGS - Diourbel Sénégal



« Le FSSA piloté par IED Afrique a apporté des améliorations significatives dans nos pratiques habituelles de gestion. Le sentiment de rendre compte et la culture de la transparence se développent actuellement au sein de l'organisation car, dès que nous recevons les transferts de fonds de la coordination du FSSA, l'assemblée générale de notre organisation se réunit et décide de l'utilisation de ces fonds. »

Michel Ngor DIOUF
Président de l'association les « Jambaar » de Nguèye Nguèye Sénégal

Evènements et Partenariats 2009

Rencontre préparatoire de la COP15

Cette rencontre tenue au Danemark, du 23 au 25 mars 2009, a eu pour objectif de préparer les organisations de la société civile mondiale à mieux communiquer leurs positions sur des questions centrales qui seront traitées lors des négociations de la conférence sur les changements climatiques des Nations Unies (COP15) à Copenhague en décembre 2009. Le World Wide Views on Global Warming est une consultation de citoyens à l'échelle mondiale sur les questions liées aux changements climatiques organisée par une alliance de WWViews nationales sous la supervision du Danish Board of Technology. Il s'agissait d'un cours de préparation méthodologique et d'information sur les enjeux du sommet de Copenhague dans le but de faciliter l'organisation au niveau des différents pays participants, de réunions et consultations des citoyens en vue de faciliter la collecte d'informations sur les attentes, mais aussi d'influencer les décisions du sommet sur le climat.



Renforcement mutuel en suivi évaluation FRAO-IED Afrique

Le partenariat naturel et de longue durée entre la Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et IED Afrique s'est poursuivi en 2009. Tout d'abord, dans le cadre de la coordination du réseau FIDAfrique, IED Afrique appuie la formation des facilitateurs en Suivi et Evaluation Participatif (SEP). Ces derniers vont à leur tour, renforcer les capacités des équipes de certains projets FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les ateliers sous-régionaux de formation conduits en 2008 ont été capitalisés cette année sous la forme d'un guide simplifié du formateur. Ensuite, IED Afrique a fait appel à la FRAO pour initier son équipe à l'approche innovante de la planification et du suivi/évaluation de projets et

de programmes qu'est le Outcome Mapping. Ainsi, un atelier de 3 jours et demi a été organisé, au mois de mai 2009, dans les locaux d'IED Afrique. Cette formation, marquée par d'intenses échanges méthodologiques, a contribué au renforcement des relations de partenariat entre les deux structures. En effet, la FRAO et IED Afrique considèrent cet atelier comme le démarrage d'une collaboration méthodologique autour du Outcome Mapping.

Journée thématique convention locale, changements climatiques et développement durable

Le 06 novembre 2009, IED Afrique a organisé, en synergie avec trois de ses programmes une journée thématique sur «Conventions locales, Changement climatique et développement local». Cette rencontre s'était fixé comme objectif majeur d'explorer l'articulation entre conventions locales et changements climatiques dans un contexte de décentralisation sur la base des expériences des membres du Réseau National sur les Conventions Locales (RNCL). La rencontre a été organisée sous la forme d'un panel animé par les organisations que sont l'UICN-Sénégal, le Centre de Suivi Ecologique, l'Institut des Sciences de l'Environnement (UCAD), et IED Afrique. Ce fut une très bonne occasion d'alimenter la réflexion sur l'utilité des conventions locales comme stratégie d'adaptation dans un contexte de changement climatique.

Lancement du Réseau AgriCultures

IED Afrique a pris part à la rencontre organisée du 13 au 18 Décembre 2009 aux Pays-Bas, par ILEIA. Cette rencontre a été l'occasion de fêter les 25 ans du magazine LEISA, et de l'institution. Le nouveau nom et le logo du réseau LEISA désormais appelé AgriCultures pour mieux rendre compte des objectifs de promotion d'une agriculture durable et alternative, ont été présentés. Une conférence publique, qui s'est tenue le 15 Décembre 2009 a réuni plus de 80 participants de différentes institutions et régions géographiques et a été l'occasion de discuter de la problématique du rôle et de l'avenir de l'agriculture familiale dans le monde ainsi que de la question des changements climatiques.

AFRICITES

La cinquième édition d'Africités, organisée par Cités et Gouvernements Locaux Unis Afrique (CGLUA-Rabat), a eu lieu à Marrakech, du 16 au 20 décembre 2009 sur le thème "La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique à la crise globale : promouvoir le développement durable et l'emploi". Le FAGLAF, en collaboration avec la Banque Mondiale, a pris part à cette grande rencontre africaine de la décentralisation. Elle a été une occasion idéale pour faire la promotion du réseau et d'établir des contacts avec des bailleurs comme InWent, la Coopération Suisse et le Fonds d'Équipement des Nations Unies. En outre, une invitation de L'International City and County Managers Association (ICMA) a permis le FAGLAF de présenter le réseau dans le cadre d'un grand workshop regroupant le réseau anglophone ALGAF et le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM).

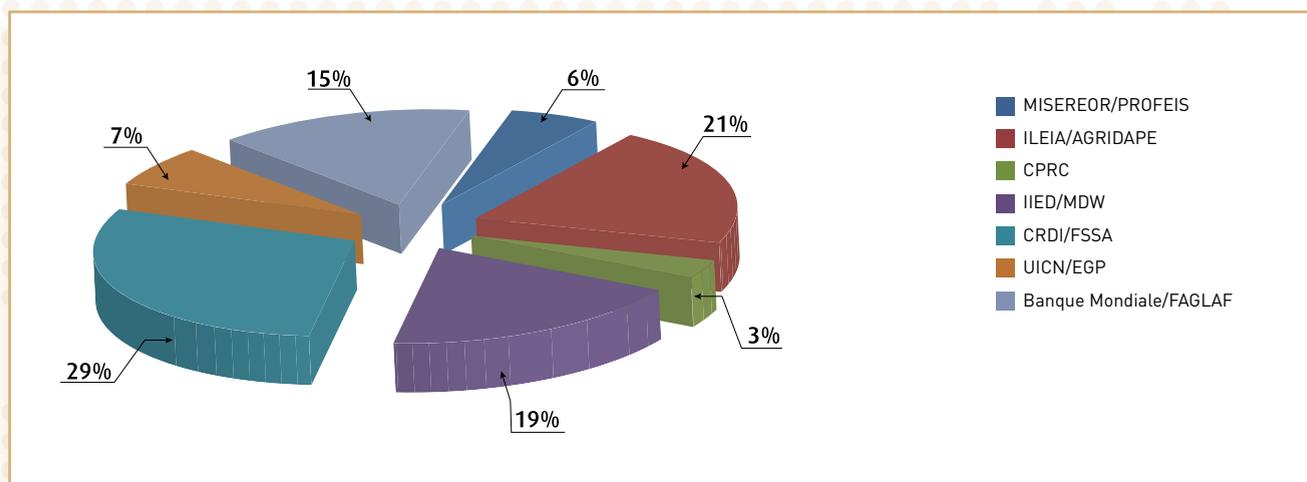
Partenaires en 2009

Programmes	Pays couverts	Partenaires financiers
Réussir la Décentralisation	Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal	IIED/ASDI Grande Bretagne/Suède
AGRIDAPE	Afrique francophone	ILEIA/DGIS Pays Bas
PROFEIS	Mali, Sénégal	MISEREOR Allemagne
CPRC	Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Sénégal	CPRC/DFID Grande Bretagne
Appui Institutionnel	IED Afrique	IIED Grande Bretagne
Conventions locales pour une gestion durable de la biodiversité au Sénégal	Sénégal	EGP/UICN NL Pays-Bas
FAGLAF	Bénin, Burkina Faso, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal,	Banque Mondiale BNPP Pays-Bas
FSSA	Burkina Faso, Mali, Sénégal	CRDI-ACCA/DFID Canada, Royaume Uni

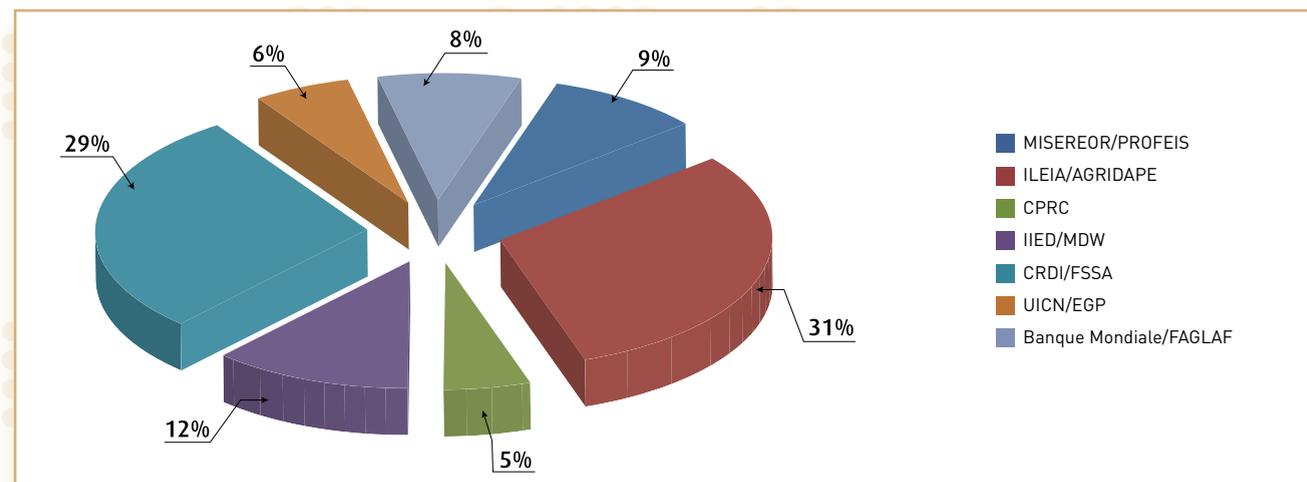


Partenaires	Budget	Contribution Partenaire/Budget
MISEREOR (Allemagne)	26528047	5,72%
ILEIA (Pays Bas)	97258790	20,96%
CPRC (Grande Bretagne)	14500000	3,12%
IIED/Grande Bretagne et ASDI (Suède)	86586364	18,66%
CRDI-DFID (Canada et Grande Bretagne)	136368138	29,39%
UICN /EGP (PAYS BAS)	30611326	6,60%
BANQUE MONDIALE (USA)	72155269	15,55%
TOTAL	464 007 934	100,00%

BUDGET EN 2009



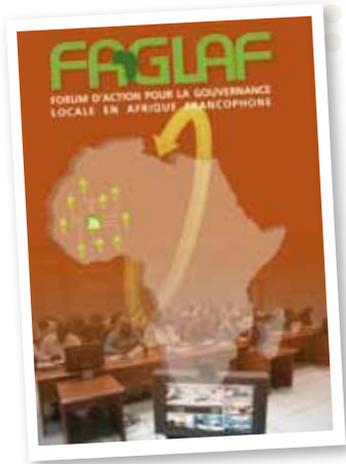
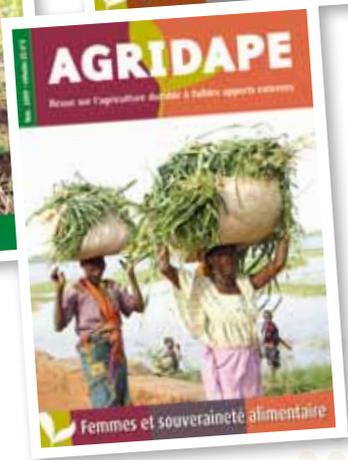
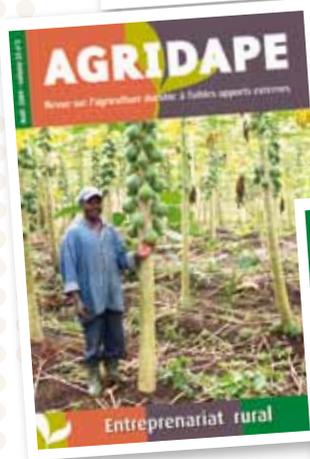
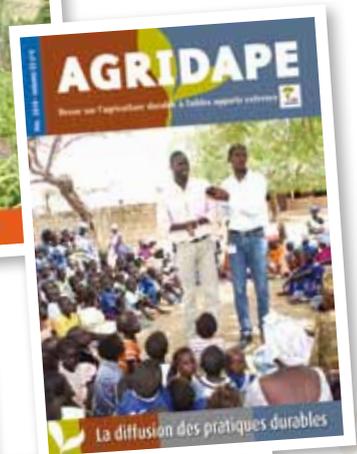
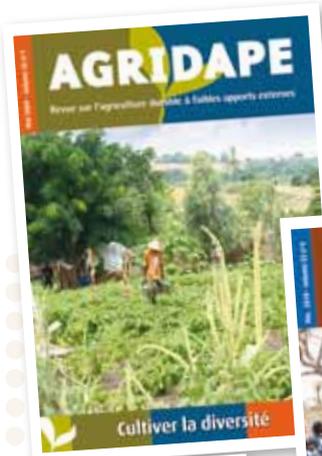
EMPLOIS EN 2009



Liste des

iéd

Publications en 2009



Un réseau francophone sur le contrôle citoyen ANSA Afrique de l'Ouest

IED Afrique a été retenue comme partenaire de mise en œuvre en Afrique francophone du réseau Affiliated Network for Social Accountability in Africa (ANSA-Africa). Ce réseau dont la coordination est assurée par IDASA (Afrique du Sud) vise à promouvoir les mécanismes de responsabilités en Afrique à travers la formation, la documentation et la diffusion des bonnes pratiques, l'organisation d'ateliers de dialogues sur les politiques, l'appui à la recherche. Ce programme va également s'appuyer sur les activités menées dans le cadre des programmes Réussir la Décentralisation et FAGLAF, tout en les renforçant et en élargissant leur couverture thématique et géographique.

Les Conventions Locales avec World Vision, Sénégal

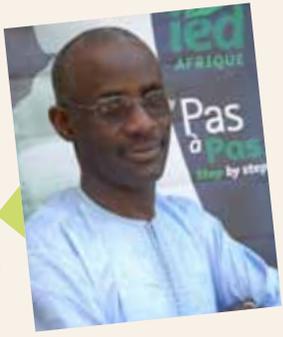
Depuis 2009 World Vision et IED Afrique ont noué un partenariat pour un accompagnement méthodologique orienté vers l'organisation des concertations et la formation des paysans locaux qui ont manifesté le désir de mettre en place des conventions locales de GRN. Pour l'année 2010, les deux organisations ont convenues de renforcer ce partenariat et de l'étendre vers d'autres collectivités locales, mais aussi de mettre en place un meilleur dispositif de suivi des conventions locales aussi bien pour les anciennes que pour les quatre dont l'élaboration est envisagée dans les mois à venir. Ainsi, il est envisagé dans le cadre de ce présent partenariat d'appuyer ces collectivités locales (Mabo, Keur Mbouki, Touba Mbéla et Fass Thiékène, dans le Kaffrine) pour qu'elles disposent elles aussi de leurs conventions locales de GRN.



EQUIPE



Bara Guèye
Directeur
baragueye@orange.sn
baragueye@iedafrique.org



Awa Faly Ba Mbow
Coordonnatrice des Programmes
awafba@orange.sn
awafba@iedafrique.org



Maimouna Dieng Lagnane
Responsable Administrative et Financière
maimadieng@orange.sn
maimadieng@iedafrique.org



Mouhamadou L. Seck
Chargé de Programme Décentralisation et GRN
moulaseck@iedafrique.org



Touty GUEYE DIOP
Assistante Administrative
touty.gueye@iedafrique.org



Mamadou Amadou DIAKO
Chargé de Programme Gouvernance Locale
madiako@iedafrique.org



Cheikh Tidiane SALL
Chargé de Programme Changements Climatiques
ctsall@iedafrique.org



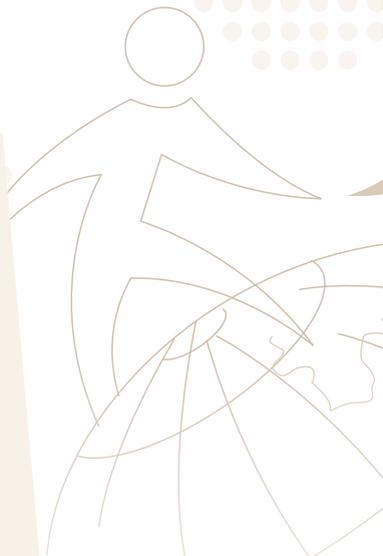
Safietou Sall Diop
Chargée d'Information
safietousall@iedafrique.org



Aïssatou TOUNKARA
Assistante de Programme Information et Communication
atoukara@iedafrique.org



Mamadou FALL
Assistant de programme Gestion des Ressources Naturelles
mfall@iedafrique.org





IED Afrique
Innovation, Environnement, Développement
24 Sacré Cœur III,
BP 5579 Dakar Fann- Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
Courriel : contact@iedafrique.org
www.iedafrique.org